



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la protection des populations
et Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-~~10~~ 10
du 09 OCT. 2025
portant réduction des
capacités d'enfouissement et prolongation de la
durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux
exploitée par LELY ENVIRONNEMENT
sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n°2015/992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (1) ;

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 (modifications substantielles) ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités de LELY ENVIRONNEMENT pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Saint-Quentin-sur-Isère, et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017 autorisant la société LELY ENVIRONNEMENT à procéder à l'extension de son installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « L'Echaillon » sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-082 du 10 avril 2020 portant abrogation du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-083 du 10 avril 2020 portant approbation du schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil - CS 6 - 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Auvergne-Rhône-Alpes adopté le 19 décembre 2019 par le conseil régional réuni en assemblée plénière ;

Vu la délibération n°AP-2019-12/17-15-3754 des 19 et 20 décembre 2019 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes adoptant le projet de Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) auquel le PRPGD est intégré ;

Considérant la convention entre la région Auvergne-Rhône-Alpes et la société LELY ENVIRONNEMENT signée le 10 février 2023 ;

Considérant le dossier de porter à connaissance (référence : n°133048/Version 2) transmis à l'inspection des installations classées par la société LELY ENVIRONNEMENT le 11 décembre 2024 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 14 août 2025 ;

Considérant le courriel du 26 août 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courrier du 4 septembre 2025 et le courriel en réponse du 3 octobre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le SRADDET se substitue au PRPGD ;

Considérant que le SRADDET prévoit conformément aux dispositions de la loi n°2015/992 du 17 août 2015, une réduction des capacités d'enfouissement de 50% entre 2010 et 2025 pour atteindre une capacité autorisée, à cet horizon, de 1,1 MT de déchets non dangereux non inertes et non valorisables ;

Considérant que le SRADDET identifie une capacité maximale annuelle d'enfouissement de 308 000 tonnes pour le département de l'Isère ;

Considérant que dans la convention du 16 décembre 2022, la société LELY ENVIRONNEMENT s'engage à demander volontairement au préfet de l'Isère la modification de son arrêté préfectoral pour faire passer la capacité annuelle maximale d'enfouissement de 150 000 à 125 000 tonnes et la date de fermeture de l'installation de 2039 à 2041 ;

Considérant que le dossier de porter à connaissance déposé par la société LELY ENVIRONNEMENT sollicite les modifications prévues par la convention ;

Considérant que la baisse de capacité d'enfouissement sollicitée contribue à respecter les orientations du SRADDET ;

Considérant que le projet n'entraîne pas de dangers et inconvénients significatifs et que les modifications ne sont pas considérées comme substantielles ;

Considérant que la baisse de capacité annuelle d'enfouissement et la prolongation de l'exploitation constituent néanmoins des modifications notables ;

Considérant que des prescriptions doivent être prises pour prendre en compte ces modifications afin qu'elles ne soient pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 :

Les prescriptions de l'article 1.3.1.1 des prescriptions techniques applicables annexées à l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017 sont supprimées et remplacées comme suit :

Nature des activités et installations	Volume / capacité	N° de nomenclature	Classement
Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 ou / et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement	<p>Les précisions suivantes concernent la rehausse :</p> <p>Capacité de stockage totale : 3 000 000 t</p> <p>Capacité de stockage annuelle maximale : 125 000 t/an à partir du 1^{er} janvier 2025</p> <p>Capacité journalière de stockage : 700t/j</p> <p>Superficie de base de la rehausse : 27 ha</p> <p>Hauteur maximale des déchets stockés : 16 mètres</p> <p>Fin de l'exploitation : 31 décembre 2041</p>	2760.2b	A
Installation de traitement aérobique (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation	<p>Quantité maximale de matières traitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets verts : 250 t/j - boues de stations urbaines 6 t/j - bio déchets (fraction fermentescible des ordures ménagères) : 50t/j 	2780.1a et 2780.2a	A
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971	<p>Maturation et traitement de mâchefers d'UIOM pour une capacité nominale de 25 000 m³ et une quantité traitée de 200 t/j</p>	2791.1	A
	<p>Broyage de déchets de bois aggloméré : 175t/j</p> <p>Quantité max stockée d'aggloméré = 10 000m³(1)</p> <p>Installation de traitement des lixiviats, seuls les lixiviats produits sur site et , le cas échéant, provenant de l'ISDND LELY à Izeaux sont autorisés</p>		

Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE – traitement biologique	Traitement biologique : compostage de déchets verts, boues de stations urbaines et biodéchets 306 t/j Maturation et traitement de mâchefers d'UIOM pour une quantité traitée de 200 t/j	3532	A
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760.3 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Stockage de déchets non dangereux 125 000 t/an	3540	A
Stockage de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public	Stockage de bois sec, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur ou égal à 40 000 m ³ (2)	1532.2	E
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	Tri et stockage de métaux sur une surface maximale de 1536 m ²	2713.1	E
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710 et 2711	Tri et stockage de déchets non dangereux sur une surface maximale de 5000 m ² quantité maximale stockée : 1 810 m ³	2714.1	E
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	Transit de boues papetières pour une capacité maximale de 16950 m ³	2716.1	E
Broyage de déchets verts	250t/j	2794	E
Broyage de grumes et bois SSD	Puissance machine = 970kW 225 t/j (2)	2260.1.A	E

Broyage, concassage, criblage... mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Concassage avec une puissance installée de 350 kW et criblage avec une puissance installée de 200 kW	2515.1a	E
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	1 moteur de co-génération : puissance thermique = 3,5 MWth 5 micro-turbines : puissance thermique = 3,58 MWth Puissance thermique nominale = 7,2 MWth	2910-B.1	E
Liquides inflammables (installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles)	4 installations de chargement de camions citernes, deux pour le fuel de 5 et 9 m ³ /h, deux de gasoil de 5 m ³ /h chacune	1434.1b	DC
Stations-service ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburants de véhicules à moteurs, de bateaux ou d'aéronefs	Trois distributeurs de 5 m ³ /h chacun pour un volume annuel distribué inférieur à 3000 m ³ (gasoil et GNR)	1435-2	DC
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Transit de déchets inertes pour une capacité susceptible d'être stockée de 75 000 m ³ Surface : < 10 000 m ²	2517.2	D
Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Trois cuves enterrées double paroi, une de 50 m ³ de fuel lourd, une de 30 m ³ de gasoil et une de 50 m ³ de gasoil Total : 130m ³ Quantité totale : inférieure à 250 t	4734-1	NC
Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Une cuve de 1 m ³ pour le fonctionnement de la motopompe d'alimentation de la cuve RIA Soit environ 0,85 tonne	4734-2	NC
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 [...]	Une pompe à chaleur réversible pour assurer le chauffage et la climatisation du bâtiment de bureaux Quantité : moins de 50 kg Deux groupes froids au R410A pour le refroidissement de l'installation de biogaz : 77 kW chacun	1185-2a	NC

(1) + (2) : la quantité de bois stockée, toutes qualités confondues (aggloméré, grumes et bois SSD) ne doit pas dépasser 40 000 m³.

Article 2 : Conformité au dossier

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande présentée le 11 décembre 2024.

Article 3 : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

Article 4 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Saint-Quentin-sur-Isère et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Quentin-sur-Isère pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle

autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Saint-Quentin-sur-Isère sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LELY ENVIRONNEMENT.

09 OCT. 2025

La préfète

Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Mahamadou DIARRA

